

La réforme AVS 21 méprise le travail des femmes

2



Isabelle Bonillo, femme de théâtre engagée

3



Comprendre le monde afin de le changer

4

CRISE

Travailleurs temporaires en première ligne

Nous traversons actuellement la plus grande récession économique depuis 1975.

Le taux de chômage et le taux de demandeurs d'emplois non-inscrits auprès d'un ORP en 2020 et au début de l'année 2021 dépasse largement celui de 2009 à la suite de la crise des *sub-primes*.

La situation est donc extrêmement préoccupante, en premier lieu pour les personnes à faible revenu qui ont été les plus touchées par cette crise sanitaire et économique. Selon un rapport de l'EPFZ publié en février 2021, les ménages dont le revenu est considéré comme très faible – moins de 4000 francs – ont subi une baisse de revenus de 20% en moyenne depuis le début de la pandémie. À l'inverse, les ménages dont le revenu mensuel est parmi les plus élevés – supérieur à 16'000 francs – ont vu leurs revenus diminuer de 8%. Parallèlement, les 1000 personnes les plus riches au monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement 9 mois, et les milliardaires ont même vu leur fortune augmenter de 3900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020.

Effondrements en cours

Les inégalités se renforcent, donc. Mais la précarité de l'emploi également: la crise Covid-19 a mis en exergue la fragilité extrême de l'emploi pour tous les travailleurs employés par l'intermédiaire d'une agence de location de services. Sur l'ensemble de 2020, le secteur temporaire s'est effondré de 14,3%, avec un recul de près de 23% lors du premier trimestre. Cette chute marque un véritable tournant, puisque le secteur du travail temporaire était jusqu'alors en constante croissance: en 10 ans, le nombre de travailleurs temporaires en Suisse a drastiquement augmenté, passant de 281'754 travailleurs en 2008 à 408'819 en 2018.

Avec l'arrivée de la crise sanitaire, bien que la Confédération ait finalement étendu le droit au chômage partiel (RHT) aux travailleurs temporaires en mai 2020, les patrons se sont donc empressés de «mettre un terme aux contrats de missions» (comprenez: licencier) des milliers de travailleurs temporaires dès le mois de mars 2020, en particulier dans les secteurs de l'industrie, la construction et les services.

Semi-confinement délétère

Lors du premier semi-confinement en Suisse, en dépit des maigres



La crise modifie le marché du travail et frappe de plein fouet les travailleurs temporaires.

DR

mesures mises en place pour éviter les licenciements, les travailleurs temporaires ont donc été les premiers à faire les frais d'une précarisation grandissante du marché de l'emploi. Dans une logique d'optimisation maximale, le travail temporaire est utilisé comme variable d'ajustement pour répondre le plus finement possible à la demande de production.

Dans les secteurs à l'arrêt ou en nette baisse d'activité, la crise a mis en évidence la facilité avec laquelle les travailleurs temporaires peuvent être licenciés. Alors que la grande majorité des travailleurs engagés par le biais d'une agence de location de services sont à la recherche d'un travail stable et ne trouvent pas d'autres alternatives, et que certains travaillent comme «temporaire» depuis plusieurs années, les patrons apprécient les avantages d'une main

d'œuvre flexible, peu chère, et facilement licenciable.

Droit au chômage partiel annulé

Au mois de mars 2021, la Confédération annonce un rétropédalage: les travailleurs temporaires ne pourront plus bénéficier du droit au chômage partiel. Ceci met en exergue une convergence d'intérêts entre les autorités gouvernementales et le patronat à défendre une certaine vision du marché de l'emploi. Le travail temporaire précaire y prend une place toujours plus grande: «Le management qui s'appuie sur une main-d'œuvre flexible deviendra la norme», affirmait Sabine Neuhaus, responsable d'une agence de location de services, dans les colonnes du *Temps* (20 avril 2021).

La part grandissante d'une telle forme de travail dit «précaire» est le résultat d'une forme aboutie de

mise en concurrence acharnée des travailleurs et chômeurs dans la phase actuelle du capitalisme. Cette concurrence permet deux choses: user de la menace d'un licenciement pour intimider les travailleurs fixes et faire pression sur leurs salaires; créer des formes de travail précaire. Ceci pour ajuster la masse salariale aux besoins de l'entreprise et empêcher l'organisation syndicale des travailleurs.

Dans ce contexte, l'unité des travailleurs – fixes et temporaires – apparaît comme le ciment qui permettrait de bâtir les fondations d'une véritable lutte contre la crise, la misère et le chômage. À la lumière de la crise actuelle, l'urgence apparaît de s'organiser afin que tous les emplois soient stables et attribués grâce à un juste partage du travail couplé à une juste redistribution des richesses. ■

Anais Timofte

Edito

(R)appel du 1^{er} mai

Il y a un an, anticipant que la pandémie s'accompagnerait d'une crise économique, notre parti lançait un projet de taxe corona sur les hauts revenus pour protéger nos emplois. A travers une pétition et des motions déposées au Conseil National et dans les cantons de Vaud et du Jura, cette idée a connu un certain écho. Si le Grand Conseil vaudois a balayé notre motion (celle au Conseil national est toujours en attente), la crise économique est, quant à elle, bien arrivée et les réactions se multiplient. Dans une certaine indifférence, le plus grand plan de relance de l'histoire (1900 milliards de dollars) a été annoncé par les États-Unis, ce qui va faire plonger le déficit du pays à 18% du PIB, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Sourds aux propositions de taxes sur les grandes fortunes, les gouvernements libéraux vont chercher cet argent dans la dette publique. Cette dernière, démon du libéralisme par temps normal, se mue en sauveur. Mais il n'y a pas de quoi se réjouir, car les libéraux ne manquent jamais, une fois la situation rétablie, d'exiger des mesures d'austérité draconiennes au détriment de la classe des travailleurs et au bénéfice de celle des possédants. Ces plans de sauvetage par émission de dette annoncent donc les prochains rounds de la fameuse «lutte des classes» que les riches sont en train de gagner, comme le disait le milliardaire Warren Buffet.

Tel un mauvais père de famille accro aux jeux d'argent et enfoncé dans une spirale d'endettement, le libéralisme répond donc à la crise par la promesse d'une autre crise, plus grosse. Les forces qui proposent des solutions comme celles du POP étant encore trop retréintes, les projets de Taxe Corona sont balayés et cette boucle va se poursuivre. Mais comment peut-on lutter contre cela? Le Premier mai, en mettant en avant la notion de «travail» et de «classe des travailleurs», offre une réponse à cette question!

La crise sanitaire a commencé à révéler cette centralité du travail dans la vie: c'est le travail qui soigne, c'est lui qui construit, c'est lui qui divertit, c'est lui qui produit toute richesse. Et c'est sur la classe des travailleurs (et dans sa poche) que la classe politique libérale va taper lorsque ça va mal. C'est pourquoi, l'engagement dans cette lutte pour faire du travail un droit fondamental et un bien public, et de la richesse produite une richesse partagée, que célèbre le Premier mai, a toujours constitué le projet du POP.

La crise sanitaire a vu fleurir nombre d'appels et manifestes citoyens avec des revendications diverses et variées pour ne plus «repartir comme avant». Face à ce qui peut parfois ressembler à une cacophonie, le Premier mai offre un précieux rappel: il existe depuis longtemps un combat pour l'émancipation collective et la construction d'une économie plus écologique et sociale qui nous protégera de telles crises. Il existe une lutte historique qui a su rassembler, aux quatre coins du monde, au-delà de tout critère de genre, d'origine, d'orientation sexuelle ou religieuse. Cette «convergence» de toutes ces luttes et revendications, que nombres de mouvements appellent de leurs vœux, existe depuis longtemps et porte un nom: la lutte des classes.

Paris Kyritsis

DROITS SOCIAUX

AVS 21 méprise le travail des femmes

Que rien n'est jamais acquis, la lutte pour les droits des femmes* en Suisse en donne un exemple on ne peut plus clair.

Alors que la pandémie mondiale amène son lot d'urgences sanitaires, économiques, sociales et climatiques, sur lesquelles toutes les énergies devraient se concentrer, les femmes doivent à nouveau faire front pour défendre leur droit à une retraite à 64 ans. Ceci quatre ans à peine après que le projet Prévoyance Vieillesse 2020 ait été rejetée par la population, suite à une mobilisation féminine massive.

Combat historique

Mais l'AVS et les femmes, c'est une bien plus longue histoire, explique Danielle Axelroud Buchmann. Cette militante de la Grève féministe souligne que dès 1919, les femmes ont activement pris part aux travaux de création de l'AVS et elles n'ont cessé depuis lors, de se battre pour leur droit à une retraite digne¹. Leur combat obtient quelques victoires. Notamment lors de la 10^e révision de la loi sur l'AVS en 1997, le droit à une rente individuelle, le partage des cotisations, ainsi que «la prise en compte pour le calcul de la rente des bonifications pour tâches éducatives et/ou tâches d'assistance»².

Age de la retraite

Dès lors, le Conseil fédéral est revenu plusieurs fois à la charge pour tenter d'augmenter l'âge de départ à la retraite des femmes, au prétexte d'assurer les rentes. Mais la menace d'épuisement du fond ne s'est jamais réalisée. D'ailleurs, fin 2020, la fortune de l'AVS atteignait 47 milliards de francs, alors qu'elle s'élevait à 22 milliards en l'an 2000, rappelle la militante. Le fonds de l'AVS n'a cessé d'augmenter et, en fin d'année dernière, elle dégageait



Le 14 juin 2019, les femmes étaient déjà descendues dans la rue pour revendiquer leurs droits.

Gustave Deghiliage

un bénéfice de 1'941 millions de francs.³

Le projet AVS 21 suit exactement la même logique que les tentatives précédentes. Ce dernier prévoit le renflouement des caisses de l'AVS par la hausse de six ans de la retraite des femmes, une flexibilisation du départ à la retraite entre 62 et 70 ans et une augmentation de la TVA de 0,7 points. Donc, à nouveau, les économies se feraient sur le dos des femmes.

Or, celles-ci sont déjà désavantagées tout au long de leur vie professionnelle: «la retraite, c'est l'heure de vérité», assène Danielle Axelroud Buchmann. «Les discriminations des femmes au moment de la retraite

proviennent en fait de toutes les discriminations subies avant d'y arriver. Les femmes perçoivent en moyenne un tiers de retraite en moins que les hommes parce qu'elles sont moins payées qu'eux, sans pour autant travailler moins.» Le travail non-rémunéré, les discriminations salariales, le temps partiel, l'occupation de postes dévalorisés et moins rétribués se répercutent de façon conséquente sur les rentes des femmes.

Temps des alternatives

Des alternatives existent cependant pour alimenter les fonds de l'AVS. La conseillère nationale Verte Léonore Porchet rappelle notamment que

l'AVS étant financée par les cotisations, une lutte effective contre les inégalités salariales permettrait de renflouer ses caisses de manière bien plus efficace. En effet, la différence de revenus entre hommes et femmes, équivalant à 684.- par mois de moins perçu par les femmes dans le secteur privé et 602.- dans le secteur public, «si les inégalités salariales étaient combattues sérieusement et donc que les salaires des femmes étaient les mêmes que ceux des hommes, cela représenterait chaque année 750 millions de revenus en plus pour l'AVS»⁴. En outre, pour être plus viable et équitable, les deux piliers (AVS et LPP) devraient être fondus en un seul, de

manière à assurer les retraites actuelles (avec le système actuel de l'AVS, par répartition) et futures.

Projet de société dépassé

Pour Mme Axelroud Buchmann, la crise actuelle a été révélatrice des alternatives possibles. La pandémie a mis en évidence le fait que l'État a les moyens d'intervenir plus activement dans l'économie: «Lorsqu'il a fallu aider les entreprises dans le contexte de crise qui se prolongeait, tout à coup il y a eu de l'argent. On a trouvé de l'argent. Ça a montré que c'est possible. Si on trouve de l'argent pour le Covid, on peut en trouver pour les retraites.

Au final, les questions que le débat soulève dépassent la seule préoccupation de l'assainissement de l'AVS. L'enjeu est à la fois social – on fait sauter les verrous pour une augmentation de l'âge de la retraite pour tout le monde et on creuse les inégalités –, sanitaire – en travaillant plus longtemps on augmente les risques de problèmes de santé –, climatique – lutter contre le réchauffement passe par la remise en question de nos modes de production et de consommation. En nous faisant travailler plus longtemps, AVS 21 repose sur un projet de société qui va à contre-courant de toutes les leçons que l'on devrait tirer de la crise. ■

Elisa Turtschi

1 Danielle Axelroud Buchmann, «L'AVS et les femmes, une longue histoire», publié sur domainepublic.ch, le 18 mars 2021.

2 Ibid.

3 Rapport annuel du fonds de compensation AVS, communiqué compenswiss du 19 avril 2021.

4 Léonore Porchet, «AVS21: une réforme inacceptable», note de blog, publié le 8 mars 2021.

SYNDICALISME

Pour une régulation du télétravail

Dans de nombreux secteurs de notre société, la pandémie a accéléré les tendances économiques existantes.

Ainsi de l'essor du commerce électronique à la fermeture des magasins dans nos villes, en passant par la baisse des ventes de journaux à la croissance des médias en ligne. La pandémie a également entraîné une augmentation spectaculaire du travail à distance et du télétravail.

Alors que les travailleurs se confinaient chez eux en mars 2020, peu s'attendaient à ce que le travail à domicile devienne permanent. C'est pourtant ce qui se passe maintenant dans de nombreux secteurs tels que l'informatique, les centres de contact, la finance, les assurances et bien d'autres domaines.

Extension de la vidéosurveillance

L'augmentation constante du télétravail soulève de nombreuses questions importantes pour les travailleurs, les syndicats et la société. Ceci bien au-delà de la demande faite à l'employeur de payer la connexion Internet ou un nouveau bureau et des outils informatiques.

Dans certains secteurs, notamment les centres de contact (appelés autrefois centres d'appels), Teleperformance, la multinationale française qui domine le secteur ainsi que nombre d'autres employeurs, ont commencé à installer une surveillance vidéo de leurs employés à domicile. Cela n'est pas accep-

table, ce d'autant plus que de nombreux jeunes employés travaillent depuis leur chambre à coucher et s'opposent fermement à cette vidéo surveillance. Ces derniers mois, nous avons assisté à des campagnes réussies en Grèce et en Albanie pour obliger Teleperformance à retirer les caméras.

Défis à résoudre

Il n'y a pas que le problème de la surveillance du télétravail qui doit être considéré. On doit aussi tenir compte des contrats de travail. Certains employeurs ont fait en sorte que leurs salariés en télétravail deviennent des travailleurs indépendants. D'autre part, le télétravail abolit la frontière entre la vie professionnelle et la vie privée, et isole les travailleurs qui parfois n'ont jamais rencontré, même virtuellement, d'autres employés que leur superviseur. Ces télétravailleurs devraient également avoir le droit de se déconnecter. De plus, il faudrait définir qui est responsable de la santé et de la sécurité dans ce mode de travail à domicile.

Comment créer un sentiment de solidarité entre des travailleurs qui ne se sont jamais rencontrés? Comment recruter dans un syndicat une main-d'œuvre géographiquement dispersée? Pour tenter de répondre à ces questions et fournir des conseils pratiques aux syn-

dicats, UNI Global Union, dont le siège est à Nyon, a élaboré un guide détaillant les principes fondamentaux des syndicats pour garantir les droits des travailleurs lorsqu'ils travaillent à distance.

Précieux guide

Ce guide couvre dix principes fondamentaux pour le télétravail. Ainsi les employeurs doivent garantir la liberté syndicale et la négociation collective pour les travailleurs à distance. Ils sont aussi dans l'obligation de maintenir les droits et les relations de travail avec les travailleurs à distance.

Par ailleurs, l'utilisation d'outils de surveillance pour contrôler les travailleurs à distance doit être limitée. Et ce type de travail doit se faire sur une base volontaire. Les employeurs ont le devoir de respecter les horaires

de travail normaux et le droit à la déconnexion. Ils sont donc responsables de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Quant aux coûts des équipements espaces de travail à distance, ils sont à la charge de l'employeur. Le travail à distance doit être «non sexiste» et ouvert à toutes et tous. Aux travailleurs à distance est garanti un accès égal à la formation et à l'évolution de carrière. Avant d'introduire ou d'étendre les règles relatives au travail à distance, syndicats et employeurs s'engageront à réaliser des études d'impact et produire une documentation complète. ■

Andy Snoddy,

Syndicaliste à Uni Global Union, Nyon

Ce guide, utile tant aux syndicats qu'aux télétravailleurs, est disponible à l'adresse suivante <https://uniglobalunion.org/news/uni-releases-principles-collectively-bargaining-advance-remote-workers-rights>

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Responsable:** Christophe Grand / **Tél.:** 021 312 06 76 / **E-mail:** info@popvaud.ch / **Abonnements:** info@popvaud.ch / **CCP Résistance:** 10-769952-7 / **Maquette et mise en page:** Solidaridad Graphisme / **Corrections:** Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

MOUVEMENT

Comprendre le monde afin de le changer

Le traditionnel événement de formation des Jeunes POP, Form'action, a eu lieu le week-end de Pâques.

Du fait de la situation sanitaire, l'édition s'est déroulée complètement en ligne, même si beaucoup de gens se sont retrouvés en petits groupes afin de suivre les différentes formations et conférences. Form'action fut un grand succès avec environ une centaine de participants sur le week-end. De nombreux sujets ont été abordés pendant les conférences, notamment le rôle des élus populistes, le salaire à vie, la santé de proximité et l'impérialisme. Les cours ont aussi suscité l'engouement avec une introduction au marxisme et des formations sur le droit à la ville ainsi que l'écologie. Le comité d'organisation était très content de cet événement qui a su, malgré le passage en ligne, amener un public satisfait.

Saisir le monde, le transformer

Cet événement est très important pour les Jeunes POP. Nous sommes une jeunesse révolutionnaire, nous voulons donc un changement radical de la société. Mais cela n'est pas possible si nous ne savons pas comment fonctionne le monde actuel. C'est en analysant le problème du capitalisme qu'on peut comprendre que le socialisme est la solution pour une société faite pour les travailleur.se.s. Lors de la dernière édition en présentiel de Form'action, nous avions une banderole avec la citation de Marx: «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde; il faut désormais le transformer». Les Jeunes POP se retrouvent pleinement dans cette maxime. Nous voulons comprendre et interpréter le monde. Mais nous le faisons dans un but très précis, celui de le changer. Ainsi la théorie et la pratique politique ne sont pas séparables. Si l'on fait que l'une des deux, nous n'arrivons pas à mener des changements qui vont dans le bon sens.

Hégémonie culturelle

Nous organisons cet événement chaque année afin de mieux comprendre le monde pour le changer, mais aussi pour mener la bataille des idées. Antonio Gramsci, un communiste italien du 20^e siècle, a développé la théorie de l'hégémonie culturelle. Malgré le fait que les sociétés



Fil rouge, la nouvelle revue des Jeunes POP.

occidentales ont les bonnes conditions matérielles pour mener une révolution, elle n'arrive pas car la pensée des capitalistes est trop imprégnée dans la société, notamment chez les travailleur.se.s.

Audience grandissante

Il faut donc amener nos idées de solidarité et d'égalité dans le débat public et qu'elles gagnent en popularité. Et ce n'est qu'en transformant les idées dominantes, qui sont actuellement en faveur du capitalisme, en des idées qui mettent d'autres valeurs en avant qu'on arrivera à mobiliser les travailleur.se.s pour une révolution. C'est pourquoi les Jeunes POP organisent nombre d'événements pour mettre en avant

nos idées. Et Form'action en fait évidemment partie.

Cette édition était la dixième de Form'action. D'un groupe d'amis se retrouvant dans un chalet à un événement rassemblant une centaine de personnes, Form'action a su grandir et devenir un événement à la qualité toujours meilleure. C'est une grande fierté pour les Jeunes POP de voir chaque année des jeunes (et moins jeunes) motivé.e.s se retrouver pour un objectif commun, rendre ce monde meilleur. Les Jeunes POP existent depuis seulement trois ans au niveau suisse. Nous avons réussi à consolider des sections cantonales, afin de créer pour la jeunesse un outil de changement et d'analyse. Alors que nous

venons de réaliser une campagne défendant plus de droits pour les apprenti.e.s, nous poursuivons avec une autre axée sur la santé pour tous.te.s. Comme Form'action, ces événements sont d'autant plus motivants, puisqu'ils rappellent que nous ne sommes pas seul.e.s à lutter, et que partout en Suisse, des gens se battent pour le socialisme.

«Fil rouge», une revue marxiste

La dixième édition de Form'action a vu naître un projet accompli par les Jeunes POP en collaboration avec Gauchebdo. En effet, nous avons pu présenter la première édition de *Fil rouge*, une revue marxiste comprenant les thèmes des différents cours et formations du dernier Form'ac-

tion. Ce numéro traite notamment de l'analyse de Marx, de la grève des femmes en Espagne, de l'accord-cadre, des apprenti.e.s, de l'éducation ainsi que des droits des paysans. *Fil rouge* remplit évidemment les mêmes objectifs que Form'action décrits précédemment 1.

Les Jeunes POP sont ainsi d'autant plus motivés à organiser la prochaine édition de Form'action. Vous pouvez déjà réserver la date du 15 avril au 18 avril 2022. Nous vous attendons avec de nombreux cours et conférences. ■

Jordan Willemin,
président des Jeunes POP Vaud

1 Vous pouvez commander cette revue sur le site web des Jeunes POP (jeunespop.ch) pour 15.- (ou 30.- le prix de soutien).

Renens, place du Marché,
samedi 5 juin 2021
de 9h à 16h

**Grand marché
aux puces
et foire
aux livres**

Risotto ticinese à midi

Organisation : Fourmi rouge - POP

simplement
POPulaire

POP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

Merci!

Grâce à vous, avec 32
élu.e.s, le POP Vaud
progressé et gagne 7
sièges à travers le
canton par rapport à
2016 et maintient ses
3 municipaux

**ELECTIONS COMMUNALES
ET MUNICIPALES**

**Recommandations pour la votation du
13 juin du POP Vaud**

- 1) Initiative dite "eau potable" : liberté de vote
- 2) Initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse : OUI
- 3) Loi COVID : OUI
- 4) Loi CO2 : NON
- 5) Loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme : NON

Retrouvez nos arguments détaillés sur ces votations sur www.popvaud.ch